



Rebonds

Pénurie de praticiens, taux de suicides élevé, formation dévalorisée : une profession en crise.

SOS médecine générale

Par Eric GALAM

QUOTIDIEN : jeudi 11 janvier 2007

Eric Galam médecin généraliste, maître de conférences à Paris-VII.

Depuis le mois de novembre, les enseignants de médecine générale de France sont engagés dans une vaste revendication visant à consolider la filière universitaire de médecine générale. Que se passe-t-il donc ? Le médecin généraliste n'est-il pas, comme tout le monde le clame, le «pivot du système de santé»? Le médecin traitant n'est-il pas plébiscité par les Français ? La médecine générale n'est-elle pas enfin une spécialité comme les autres avec les premiers titulaires du DES de médecine générale à l'horizon 2007 ?

Le tableau semble idyllique, et pourtant les jeunes ne s'y trompent pas, qui hésitent à deux fois avant de se lancer dans une pratique qu'ils savent riche mais dense, difficile et d'ores et déjà en voie de pénurie. A tel point que près de 2 000 postes de médecine générale, soit un tiers des postes proposés, sont restés vacants durant les trois dernières années sans que les autorités ne s'en émeuvent et en tirent des conséquences concrètes. Faudra-t-il attendre que le dispositif explose vraiment pour agir ?

Des études réalisées dans trois régions de France (Bourgogne en 2001, Champagne-Ardenne en 2002 et Poitou-Charentes en 2004) auprès des médecins généralistes libéraux ont montré des taux d'épuisement émotionnel élevé dans plus de 43 % des cas, une tendance forte à ne plus voir leurs patients tout à fait comme des personnes dans 40 % des cas, et un accomplissement personnel faible dans 30 % des cas. Réunis, ces trois éléments définissent une pathologie désormais bien connue, dénommée *burn-out syndrom*, qui affecte plus spécifiquement les soignants. Cette maladie de la relation d'aide, fondée sur un investissement excessif, est caractérisée par un souci de prendre sur soi pour assumer sa fonction et préserver l'apparence le plus longtemps possible notamment par le recours à l'automédication ou aux addictions. Outre qu'elle altère la qualité des soins, elle s'accompagne d'un déni et peut apparaître brutalement à la suite d'un événement parfois mineur, plongeant la personne dans une sorte de dépression grave.

Au demeurant, le taux de suicide chez les médecins libéraux français, étudié pour le conseil national de l'Ordre des médecins durant l'année 2002, a relevé des chiffres alarmants : soixante-neuf suicides ont ainsi été répertoriés sur 492 décès en cinq ans sur une population de 42137 médecins, soit un taux de 14 %, alors que dans la population générale en 1999, dans la tranche d'âge de 35 à 65 ans, ce taux était de 5,6 %. Chez les médecins du Vaucluse, sur vingt-deux décès de médecins, onze étaient des suicides. Au point que le conseil de l'Ordre de ce département a dû mettre en place une cellule d'intervention spécifique. Au point aussi qu'il existe depuis juin 2005 une ligne téléphonique (1) pour aider les médecins en difficulté psychologique dans l'exercice de leur profession.

Les perspectives ne sont malheureusement pas plus réjouissantes puisque, malgré un déficit déjà inquiétant dans certaines régions, les jeunes sont nombreux à récuser la médecine générale et s'installent de plus en plus tardivement : à 31 ans dans les années 80, à 34 ans dans les années 90, à 37 ans en 2001... On constate ainsi que l'âge moyen des généralistes 48 ans, déjà notoirement élevé, augmente d'année en année. Si l'on rappelle que près de la moitié des généralistes déclarés n'exercent pas la médecine générale à plein temps, on comprend que ceux qui assument cette indispensable fonction de premier recours et de permanence des soins soient d'autant plus harassés qu'ils ne trouvent plus de jeunes pour les remplacer et souffler un peu.

Un rapport de l'Ordre des médecins sur la démographie médicale en 2005 qualifie la médecine générale de «*spécialité en crise*», ajoutant que la situation pourrait être encore plus critique : «*C'est en tout cas l'impression de ceux qui en ont l'expérience quotidienne, constatant la fermeture de cabinets faute de successeur tant en milieu rural qu'en milieu urbain non sensible, l'absence de création de cabinets dans des villes nouvelles en pleine expansion, le non-renouvellement d'associés dans des cabinets de groupe à activité intense, même en l'absence de demande de rachat de clientèle ou d'apport financier.*» Les causes de cette situation sont multiples, notamment la quantité de travail évaluée à 57 heures par semaine, gardes non comprises, les demandes et contraintes non strictement médicales et parfois contradictoires, la multiplication des tâches administratives non médicales et non rémunérées, l'isolement...

Tout cela ne serait encore pas insurmontable si les généralistes pouvaient croire en leur métier, garder dignité et espoir.

Les enseignants généralistes sont en cela emblématiques : très impliqués dans leur discipline, pour lui donner une petite place dans l'université, en travaillant ardemment le contenu, en développant une excellence pédagogique que chacun leur reconnaît, en activant la recherche, ils pensaient aboutir enfin.

Aujourd'hui, ils constatent avec amertume que la filière universitaire de médecine générale n'est toujours pas en place, qu'ils gardent un statut précaire en tant qu'associés pour trois ans, qu'à nombre d'étudiants équivalents ils sont une petite centaine à assumer une tâche pour laquelle leurs collègues spécialistes sont cinq mille, que les maîtres de stage qui reçoivent les internes dans leurs cabinets continuent à ne pas être reconnus en tant que tels par l'université, et ils posent aujourd'hui la question de l'avenir de la médecine générale et de leurs internes.

Pourront-ils être enfin des spécialistes à part entière ? Pourront-ils exercer dans des conditions sereines ? Auront-ils la chance d'apprécier ce métier habité par le savoir et la technique mais où l'humain reste premier ?

Car c'est aussi de transmission qu'il s'agit : celle des pratiques mais aussi des valeurs, qui ne se conçoivent pas sans dignité. Les enseignants médecins ont d'ores et déjà été entendus par leurs étudiants, qui se mobilisent plus nombreux de jour en jour pour rejoindre leurs aînés et affirmer que décidément, et malgré tout, ils ont raison d'avoir choisi la médecine générale.

Leurs revendications sont justes et ne sont contestées par personne. Il suffit de les mettre en acte, c'est-à-dire de fixer un calendrier, de dégager des fonds, dont tout le monde s'accorde pour dire qu'ils sont dérisoires, et de préciser l'importance du contingent d'enseignants généralistes nécessaires sur la base d'un ratio de même importance que celui des enseignants non généralistes.

S'ils sont entendus, alors tout est encore possible. Et c'est de l'université que partira, comme il se doit, le renouveau d'une discipline sans cesse encensée par les institutions, les médias et la population, qui sait très bien où trouver son «petit docteur» quand elle en a besoin.

Pour ne pas imaginer un jour, en allant chez ce médecin familial, proche et disponible, tomber sur un disque répétant obstinément : *«Il n'y a plus de médecin au cabinet que vous avez demandé... Il n'y a plus de médecin...»*

(1) 0826 004 580.

<http://www.liberation.fr/rebonds/227847.FR.php>

© Libération